

### SOMMAIRE

**Une :** Droits et libertés – Orga et Vie syndicale / Sur le danger d'une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale **p.2-3** / Tract : «Pour nos salaires, encore nos salaires, toujours nos salaires !» **p.4** /

#### l'agenda



**25 novembre 2025**

**Secrétariat Fédéral Élargi**

**26 novembre 2025**

**Assemblée générale LBM**

**10 décembre 2025**

**Journée d'étude :  
Syndicalisme réformiste V/S  
Syndicalisme révolutionnaire**

#### Droits et libertés

**Maladie et ancienneté : la maladie ne doit pas être punie.**

L'arrêt de la Cour de cassation du 1<sup>er</sup> octobre 2025 (n° 24-15.529) rappelle une vérité simple mais que le patronat tente sans cesse d'effacer : les arrêts maladie, même non professionnels, comptent dans l'ancienneté pour fixer l'indemnité en cas de licenciement abusif.

Ce que les capitalistes voudraient présenter comme des "absences" devient ici ce que c'est réellement : du temps de vie consacré au travail, brisé par l'usure du corps. En reconnaissant que ces périodes ne peuvent pas être retirées du calcul de l'ancienneté, la Cour protège un principe fondamental : la valeur de la force de travail ne disparaît pas quand la maladie frappe, maladie souvent causée ou aggravée par l'exploitation elle-même. Dans l'affaire jugée, la salariée atteint 2 ans et 10 mois d'ancienneté (arrêts inclus) et obtient l'indemnité maximale du barème : 3,5 mois de salaire, soit 5 989 €. **Cet arrêt est une arme entre les mains du monde ouvrier !**

Une preuve que les patrons ne peuvent pas manipuler l'ancienneté pour réduire les droits et que la maladie, conséquence directe de l'exploitation capitaliste, ne peut servir de prétexte pour dévaloriser celles et ceux qui produisent toutes les richesses. **Une petite victoire juridique, mais une grande affirmation politique : le travailleur malade n'est pas un travailleur effaçable.**

#### Orga et vie syndicale

**À la FNIC comme ailleurs : le nombre de syndiqués retraités est en chute libre !**

Le nombre de syndiqués actifs a tendance à augmenter mais le nombre de syndiqués retraités, lui, chute partout dans la CGT.

3,4% de syndiqués retraités en moins en 2 ans dans toute la CGT. Sur la même période, c'est 8,9 % en moins pour la FNIC CGT.

**Il est important de rappeler que la continuité syndicale est cruciale au sein des syndicats, l'expérience et l'implication des retraités dans nos syndicats sont des atouts majeurs pour le syndicalisme de classe et de masse.**

#### Les chiffres

**En 2023, environ 170 700 décès dus aux conflits armés ont été recensés, contre 153 100 en 2022. Les projections pour fin 2024 anticipent une hausse pouvant dépasser les 230 000 morts, soit une augmentation de plus de 30 %.**

**En France : 3,5 milliards d'euros en 2026 et 3 milliards d'euros en 2027 seront ajoutés par rapport à ce que prévoit l'actuelle \*LPM. Le budget défense sera en 2027 le double de celui de 2017, soit 64 milliards d'euros (c'était initialement prévu pour 2030 par l'actuelle LPM).**

*\*Loi Programmation Militaire*

#### Réunions de branches



26/11 **Caoutchouc : CPNEFP**

27/11 **Industries et services nautiques : CPNEFP**

02/12 **Industrie pharma : CPNEIS**

03/12 **Caoutchouc : CPPNI**

04/12 **Industrie pharma : CPNEIS**

04/12 **Fabrication pharma à façon : CPNEIS**

04/12 **Pétrole : CPPNI CPNSS**

08/12 **Officines : CPNE**

10/12 **Caoutchouc : SPP**

11/12 **Plasturgie : CMPPNI**

11/12 **Industrie pharma : CPPNI**

11/12 **Labo biologie med. CPPNI**

12/12 **Fabrication pharma à façon**

**: CSP**

15/12 **Officines : CPPNI**



L'actualité du MILITANT des industries chimiques est une publication de la FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 84 21 33 00 / [www.fnic-cgt.fr](http://www.fnic-cgt.fr) / e-mail : [contact@fnic-cgt.fr](mailto:contact@fnic-cgt.fr)

Directeur de publication : **Serge Allègre**

Bimensuel - 1,06 euro

ISSN : 1762-4991 - N° de CPPAP : 1025 S 06566

Imprimé par nos soins

## Actualité sociale

# SUR LE DANGER D'UNE 3<sup>ÈME</sup> GUERRE MONDIALE

**Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que toute la politique mondiale de ces dernières années se cristallise autour de l'affrontement entre deux blocs impérialistes opposés. D'un côté, les vieilles puissances U.S.A, Grande-Bretagne et UE (principalement France et Allemagne), de l'autre, la Chine et la Russie, contestant leur hégémonie au sein du système impérialiste mondial.**

Qu'est-ce qu'une guerre impérialiste ? C'est une guerre pour le repartage du monde entre les grandes puissances. On en voit les manifestations ces dernières années dans la compétition économique acharnée que se livrent les États capitalistes entre eux, aboutissant à des conflits régionaux où les puissances rivales se font la guerre par procuration. Un impérialisme plus jeune, plus dynamique, tente nécessairement de renverser l'équilibre du système impérialiste mondial. Les BRICS, menés par la Chine, tentent de contrecarrer le rôle des U.S.A et des impérialistes européens. Ces derniers deviennent de plus en plus agressifs, de peur de perdre leur place sur le podium des plus grands exploiters de la planète.

La tendance générale est à l'expansionnisme. L'Union capitaliste européenne poursuit sa politique d'encerclement de la Russie, les capitalistes de France et d'Allemagne vampirisent les économies plus faibles d'Europe de l'Est, et, avec les U.S.A, ont imposé à l'Ukraine une guerre destructrice. S'étant servis d'elle pour leurs ambitions impérialistes ils entreprennent maintenant, une fois qu'ils ont causé sa perte, de lui faire payer «l'aide» reçue rubis sur ongle. La Chine, désormais impérialiste et confrontée à la nécessité vitale d'exporter sans cesse ses capitaux

et entend récupérer Taïwan en son sein. D'où la politique agressive des U.S.A de déploiement militaire visant à dresser tous les États capitalistes du Pacifique contre la Chine.

Tous les discours sur la liberté, les revendications d'un territoire historique etc., ne peuvent cacher que le vrai fondement de toute guerre impérialiste est que les grands monopoles concurrents de différentes nations s'affrontent pour le repartage des marchés, des sphères d'influence. La guerre arrive lorsque ces monopoles estiment qu'il n'est plus possible de s'entendre par la voie de la concurrence pacifique. Derrière les tensions autour d'une frontière, la prétendue défense d'un groupe national particulier et les petits heurts diplomatiques, se cache en réalité l'affrontement entre les monopoles de nations rivales. Tant que l'économie mondiale sera basée sur la concurrence, la guerre existera.

Les bourgeois de tous les pays rivalisent d'arguments pseudo humanitaires pour justifier leur politique d'expansion militaire. La bourgeoisie française lutte, en vérité, contre son évincement des marchés africains par la Chine et la Russie afin de garder dans son giron toutes ses anciennes colonies.

Partant du fait que la deuxième guerre mondiale était plus meurtrière que la première, si la troisième guerre mondiale éclate, ce sera la guerre la plus meurtrière de l'histoire de l'Humanité.



# Les conséquences de la sous-estimation du danger d'une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale

La mentalité d'une majorité de français varie entre l'insouciance et l'inquiétude. Ce n'est pas la guerre de 14-18 (Première Guerre impérialiste mondiale). En France, aujourd'hui, il n'y a pas de conscription, sans quoi le sujet de la guerre serait le sujet principal dans toutes les bouches, à l'usine, sur les chantiers, au marché, dans les transports etc. La masse du peuple ne craint pas d'être envoyée sur le front en Europe de l'Est, c'est une menace inexistante à l'heure actuelle, d'où le fait que le danger d'une guerre mondiale soit encore pris à la légère dans les masses. Mais ce serait une erreur de penser que puisqu'il n'y a pas de danger immédiat d'être envoyé à la guerre, les travailleurs et les travailleuses de France peuvent se contenter d'être spectateurs.

**Qui dit guerre dit effort de guerre. Les premières manifestations de cet effort seront les privations, l'aggravation des conditions de travail, l'augmentation radicale du temps de travail, etc.**

Beaucoup ne voient pas que, même si le danger d'être mobilisé n'est pas réel dans l'immédiat, il y a tout ce qui touche à l'économie de guerre, au régime d'un État sur le pied de guerre : l'intensification de l'exploitation capitaliste (il faut bien produire de l'armement !) et la mise au pas du droit du travail en fonction des intérêts supérieurs de la guerre.

C'est également **la suppression des libertés démocratiques** qu'implique nécessairement le fait de contraindre les travailleurs et les travailleuses aux nouvelles conditions d'exploitation, les nécessités de la censure militaire, la mise au pas de « l'arrière », la lutte préventive contre les saboteurs potentiels de « l'effort de guerre ».

La guerre, c'est des dépenses d'armement qui pèsent encore plus sur les besoins sociaux. Et enfin, suivant le degré d'implication de l'impérialisme français, le retour à la conscription pourrait être envisageable de manière absolue. Nous voyons déjà les médias travailler à la préparation psychologique des masses pour leur faire accepter un possible retour de la conscription.

Le renforcement de l'État est une nécessité pour les capitalistes en temps de guerre. Les capitalistes ne peuvent assumer une économie de guerre sans tenir en laisse le prolétariat, lui imposer les pires conditions d'exploitation sans prendre le risque d'une riposte.

**Le plus important à comprendre pour tout syndicaliste c'est qu'il doit être prêt. Et que signifie être prêt pour un syndicaliste face à un régime de terreur policier, au service d'une guerre qui s'annonce comme la plus terrible que l'humanité ait jamais connue ? Cela veut dire être solidement implanté dans la classe ouvrière pour être capable de déclencher la lutte la plus implacable contre la guerre et déterminer les orientations politiques indispensables à chaque instant, avec tout le collectif de travail et de lutte.**

**En définitive, nous en revenons toujours au même problème fondamental : il n'y a qu'une seule classe capable de mettre fin aux crimes de la bourgeoisie.**





FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES **CGT**

CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) .

FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) .

LBM (0959) . PÉTROLE (1388) . CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) .

INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES (3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS DE SERVICES

DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

# **POUR NOS SALAIRES, ENCORE NOS SALAIRES, TOUJOURS NOS SALAIRES !**

## **JUSQU'AU 2 DÉCEMBRE ET AU DELÀ, IL FAUT SE MOBILISER POUR LES AUGMENTER !**

**A** lors que nous allons rentrer dans une longue période d'échéances électorales (municipales et présidentielles), toutes les pressions seront mises pour que l'on ne parle que de cela. Dans les prochains mois, tout sera fait pour invisibiliser nos revendications, nos colères et nos mobilisations !

**Une seule solution pour l'ensemble du salariat : se mobiliser avec une force si redoutable que personne ne pourra la cacher.**

Et les raisons de la colère sont là, tant les gouvernements successifs de Macron ont imposé les politiques du capital soumettant les travailleuses et les travailleurs à la précarité croissante, à la paupérisation, à la perte de leurs droits, à la destruction des services publics et de notre Sécurité sociale, etc.

**La dernière fois que la classe ouvrière en France a subi de telles attaques, en si peu de temps, c'était il y a près d'un siècle !**

N'attendons personne pour nous mobiliser et ne nous dispersons pas sur les revendications : nous voulons, coûte que coûte, que nos salaires augmentent. Avec la hausse des prix, la destruction de notre service de santé, l'énergie, le logement etc. nos salaires ne nous permettent plus que la survie. Plus de vacances, plus de loisirs ni de plaisirs avec cette équation devenue le lot quotidien de tout le monde : on bosse à en crever pour payer tout juste les factures et rien d'autre ! Il est temps que cela change !

Nous appelons tous les salariés à s'organiser avec leur syndicat CGT, se rassembler et à se mettre en action en inscrivant sur nos banderoles, nos tracts ou tout autre support :

**AUGMENTER LES SALAIRES MAINTENANT !**

**Le 2 décembre doit être une journée où tous les salariés de ce pays se mobilisent tous ensemble pour dire à Macron et à tous nos exploitateurs :**

**NOUS NE SOMMES PAS DE LA CHAIR À PATRON ! SALAIRE MINIMUM À 2 400 € !**



# **TOUS EN GRÈVE À PARTIR DU 2 DÉCEMBRE !**